

# Leçons du passé pour le présent

Autor(en): **Hintermann, Robert**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **56 (1911)**

Heft 10

PDF erstellt am: **30.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-339277>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

## Leçons du passé pour le présent<sup>1</sup>.

L'histoire biblique nous rapporte que, lors des luttes que soutenaient les uns contre les autres Israélites et Philistins, un géant bien armé et bien cuirassé jetait une terreur et une épouvante toutes particulières dans l'armée des Juifs. Mais elle nous conte aussi comment, dans cette situation extrême, un jeune et petit berger abattit le géant d'un coup de fronde bien visé. Chaque enfant connaît l'histoire de David et de Goliath, mais nos armées modernes, parmi lesquelles règne le prestige et sévit la rage du nombre, ou bien l'ont oubliée, ou plutôt s'appliquent à copier le lourd Goliath bardé de fer plus que le jeune et souple David.

Il ne peut nuire à personne que l'on évoque de temps à autre une de ces « histoires de David », et c'en est une précisément que je me propose de narrer aujourd'hui, pour y rattacher quelques considérations de nature à provoquer peut-être une réflexion.

Les événements que je vais retracer appartiennent à une période de notre histoire nationale trop peu connue ou que l'on tient pour peu remarquable, car notre génération, bercée par l'idée d'une paix universelle au sujet de laquelle on s'illusionne toujours plus, en vient à ne presque plus redouter le spectre de la guerre.

Le major vaudois Muret, dont l'écrit *L'Invasion de la Suisse en 1798* a été couronné par la Société suisse des officiers, parlant de la situation politique de notre patrie à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, s'exprime ainsi : « A aucune époque de leur histoire, les cantons suisses n'avaient atteint un pareil degré de bien-être matériel. Favorisée par des gouvernements paternels et pré-

<sup>1</sup> Cet article a paru dans la *Monatschrift* en 1897. Nous avons amendé quelque peu ses conclusions pour les adapter à l'année 1911. Le fond a conservé toute son actualité.

voyants, l'industrie avait pris un essor dont on n'avait eu jusque là aucune idée ; l'élevage du bétail dans les montagnes et l'agriculture dans la plaine donnaient à tout le pays un aspect de prospérité qui, de loin, émerveillait l'étranger. »

Mais le ver rongeur, la chose est connue, s'attaque de préférence aux fruits savoureux et opulents. Cette apparence de félicité matérielle n'était qu'un trompe-l'œil, un état de surface, sous lequel se dissimulaient les lacunes et les déficits moraux, les luttes politiques et religieuses qui avaient énervé la fibre vitale de l'ancienne Confédération. Et lorsque la guerre agita ses torches sur nos frontières, on dut brusquement constater que le rempart qui aurait dû nous couvrir n'était plus assez solide ; la pierre en était rongée et le mortier craquelé.

Le 28 janvier 1798, l'armée française franchissait la frontière, et dix mois après, la fière république des 13 cantons était non seulement conquise et humiliée par les phalanges ennemies, mais pillée et pressurée, tant qu'un chroniqueur de l'époque pouvait écrire qu'à certains endroits le peuple n'avait plus même de larmes pour pleurer sur sa pauvreté!

Ce n'était pas assez ; notre pays devait encore devenir le champ clos que piétineraient les armées étrangères.

Lorsque les Français, dans l'automne 1798, s'approchèrent du territoire de l'ancienne Rhétie, on y avait levé 6000 hommes ; mais tout aussitôt, dans le sentiment de leur insuffisance, on négocia avec les Autrichiens campés sur la frontière. Sur quoi, le 19 octobre, 8000 des leurs entrèrent dans le pays sous les ordres du général Auffenberg, pour occuper les passages principaux à l'ouest et au nord des Grisons. A vrai dire, la paix de Campo-Formio avait bien été conclue entre la France et l'Autriche après cinq ans de guerre, mais ni l'une ni l'autre ne la tenaient pour éternelle.

L'Autriche voulait prendre l'avantage pour se venger des défaites et des pertes subies ; elle estima le moment favorable. Bonaparte, en effet, le premier et le plus capable des généraux français, avait passé en Egypte avec 45 000 hommes de troupes choisies depuis le mois de mai, c'est-à-dire depuis que la Suisse lui en avait fourni les moyens en lui versant à fonds perdus la rançon monnayée de la devise acquise : « liberté, égalité. » Cela contribua assurément à rendre les Autrichiens fort enclins à répondre aux ouvertures que leur firent les Grisons. Peu après, ils sommèrent les Français d'avoir à évacuer la Suisse. De son

côté, la France prétendit exiger que l'Autriche se retirât de l'alliance conclue avec la Russie. On se vexa ainsi de part et d'autre, jusqu'à ce qu'enfin la France, prenant l'offensive, mit en marche ses armées le 24 février 1799.

Les Français s'emparèrent tout d'abord des Grisons ; mais ils durent s'en retirer, parce que les Autrichiens les attaquèrent par le Tyrol et le Vorarlberg, et surtout parce que, en Italie et en Souabe, les armées françaises devaient battre en retraite.

En Italie, c'était Souvaroff victorieux à la tête des Russes et des Autrichiens ; en Souabe, c'était l'archiduc Charles qui, le 25 mars, par la bataille de Stokach, contraignait le général Jourdan à retraverser le Rhin ; après quoi il resta quelque temps inactif, ne passant à son tour le fleuve, à Stein et à Kloster Paradies, que du 20 au 23 mai.

A Frauenfeld (25 mai), au Zürichberg et au Käferberg (4 juin), les Français opposèrent aux Autrichiens une énergique résistance. Masséna, qui avait recueilli le commandement en chef des troupes françaises en Suisse depuis la retraite de Jourdan, ne croyant pas pouvoir tenir longtemps ses positions fortifiées devant Zurich, se retira de son plein gré, dans la nuit du 5 au 6 juin, sur la rive gauche de la Limmat. Quant aux troupes françaises qui avaient évacué les Grisons, elles se battirent, dans la seconde moitié de mai, au Tessin, dans le massif du St-Gothard, et enfin dans les vallées d'Urseren et de la Reuss, de telle sorte que les armées ennemies, en fin de compte, se trouvaient en gros dans la situation respective suivante au début de juin :

L'armée française, comprenant 10 divisions de force inégale, avait son extrême aile droite en Valais, formée par la division Xaintrailles, dont le général Thurreau prit le commandement (8000 hommes) ; Lecourbe était à Lucerne avec 8500 hommes, sa droite dans le secteur Brienz, Brunig, Sarnen, Stans jusqu'à Beckenried, sa gauche entre Gersau, sur le lac des Quatre-Cantons, et Arth, sur le lac de Zoug. La 3<sup>e</sup> division (Chabran), forte de 6500 hommes, se trouvait à Zoug et tenait les chemins qui, du canton de Schwytz et du lac de Zurich, aboutissent entre le lac d'Ægeri et l'Albis. Sault, avec la 4<sup>e</sup> division (6000 h.), cantonnait dans la région de Birmenstorf, avec ses avant-postes poussés sur l'Albis et l'Uetliberg, soit principalement en face de Zurich. Il se liait, vers Uzdorf, à la 5<sup>e</sup> division (8500 h.), commandée par Lorges. La 6<sup>e</sup>, sous Thareau (6000 h.), observait à Brugg, avec son aile droite, le cours inférieur de la

Limmat, de Baden à sa jonction avec l'Aar, et avec son aile gauche l'Aar de Brugg jusqu'au Rhin. Klein, avec les 5100 soldats de la 7<sup>e</sup> division, se tenait à Mellingen comme réserve; Ney, avec la 8<sup>e</sup> (5000 h.), occupait le Frickthal; la 9<sup>e</sup>, sous Souham (11 000 h.), formait la garnison du camp retranché de Bâle; la 10<sup>e</sup> enfin, sous les ordres de Montchoisi (8000 h.), se trouvait au centre de la Suisse : au total, 72 600 hommes.

Les Autrichiens étaient ainsi disposés : à Aoste, en face du Grand St-Bernard, sur le Simplon et dans le Valais (brigade Strauch), le corps Haddick (12 000 h.). Le corps Jellachich (9500 h.) s'étendait de Brunnen, sur le lac des Quatre Cantons, par Schwytz, Sattel, Rothenthurm, jusqu'à Richterswil. L'aile gauche, brigade Bey (4300 h.), était dans la vallée de la Reuss, entre Altorf et Göschenen. L'armée principale, sous les ordres de l'archiduc Charles (47 500 h.), se trouvait entre Zurich et Koblenz. En aval de Waldshut, 5600 hommes surveillaient les passages sur le Rhin et 1500 autres occupaient les Grisons : en tout 80 400 hommes.

C'étaient donc, en chiffres ronds, 150 000 soldats étrangers qui, sur le sol helvétique, se trouvaient aux prises pour un temps assez long.

Si nous nous remémorons maintenant tout ce que, un an plus tôt, les troupes françaises avaient fait subir au pays, si nous nous représentons que, durant la dernière année, l'on n'avait rien pu semer, ni récolter dans nombre d'endroits, que l'argent et les moyens de transport rapides manquaient pour amener les vivres nécessaires, si enfin nous tâchons de concevoir ce que signifiait dans ces circonstances, pour notre pays, le séjour prolongé des armées étrangères, qui se présentaient à nous, à leur convenance, tantôt comme un bon ami Tartuffe et tantôt comme un conquérant, nous comprendrons alors les tableaux assombris que les chroniqueurs nous ont laissés : « on n'accorde pas toujours au pacifique les bienfaits de la paix. » La vérité des paroles du noble Attinghausen : « la liberté se paie moins cher que l'esclavage » éclate ici avec une terrible évidence. Jusqu'au milieu d'août, les deux armées restèrent ainsi en présence à peu près sans bouger ; mais alors Masséna, qui visait à intercepter les communications et la liaison de l'archiduc Charles avec Souvaroff, fit exécuter par la division Lecourbe, les 14 et 15 août, de Lucerne, de l'Unter-

wald et du Hasli à la fois, la célèbre attaque du col du St-Gothard.

L'archiduc Charles, qui, selon toutes probabilités, avait déjà reçu auparavant, du Conseil de guerre impérial à Vienne, l'ordre de marcher sur l'Allemagne, voulut évidemment infliger encore, au préalable, une défaite aux Français; c'est pourquoi, appuyé sur une armée russe arrivée entre temps à Schaffhouse sous les ordres de Korsakoff, il s'apprêta à franchir l'Aar Inférieure pour tomber sur le flanc et dans le dos des Français et décider peut-être par là du sort de toute la campagne. Il avait pris, à cet effet, les dispositions suivantes :

Le terrain situé entre Gross et Klein-Döttingen avait été reconnu comme point de passage. Vingt-trois mille fantassins et 6000 cavaliers autrichiens devaient se joindre à 20 000 fantassins russes et 1600 cosaques, entre Gross-Döttingen et Endingen, pour effectuer le passage. Commandé par le général Hotze, un détachement de sept bataillons et vingt escadrons restait en arrière, à Zurich, pour tenir la ville et poursuivre, le cas échéant, les Français que le passage du fleuve contraindrait à la retraite. Un autre détachement, composé de cinq bataillons et six escadrons, demeura entre Höngg et le couvent de Wettingen pour surveiller la Limmat. Sur la rive droite de celle-ci, près de son embouchure dans l'Aar, on établit des batteries pour prendre sous leur feu, pendant le passage du fleuve, le terrain qui, de Brugg, s'étend en aval sur la rive gauche de l'Aar. Dès Waldshut à Laufenburg, Säkingen, Bâle et Alt-Brissach, des démonstrations devaient attirer et retenir l'attention des Français loin du point choisi pour le passage.

Le rassemblement des troupes se fit, le 16 août, à Degerfelden, d'une façon si sûre et si prévoyante, que les Français n'eurent aucun soupçon du danger qui les menaçait. Le passage devait s'effectuer sur deux ponts de bateaux; ces derniers avaient été réunis à cet effet. On n'avait pas songé à faire passer l'eau au préalable à un détachement d'infanterie pour couvrir la construction des ponts, car l'archiduc Charles croyait commander la rive gauche de façon suffisante, des hauteurs dominantes de Gross-Döttingen, avec son artillerie, qui comprenait 48 pièces.

Dans les papiers de l'archiduc Charles, la marche en avant est indiquée en ces termes : « Le travail commence le 17 août, à 2 heures du matin. Les bateaux furent mis à l'eau au sud de

Gross-Döttingen, ce qui, étant donné la hauteur et l'à pic des rives, n'alla pas sans offrir passablement de difficultés et sans faire quelque bruit. Or, à Klein-Döttingen, il y avait deux compagnies françaises de la 6<sup>e</sup> demi-brigade légère, lesquelles ouvrirent le feu dans la direction de l'endroit d'où venait ce bruit suspect. Un bataillon autrichien, placé à Gross-Döttingen, répondit à toute volée à ce feu ; le canon entra en ligne et Klein-Döttingen se mit à flamber. Mais les Français ne l'évacuèrent pas pour cela et continuèrent à canarder l'ennemi, à peu près au juger d'ailleurs, car, au lever du jour, un brouillard épais s'étendit sur l'Aar. Malgré cette circonstance favorable par rapport au feu ennemi, la construction du pont marcha mal ; les ancres ne mordirent pas sur le lit rocheux du fleuve, et tous les autres moyens firent défaut ; on ne s'était point procuré de cordes pour consolider les bateaux ; plusieurs d'entre eux firent eau, d'autres se dégagèrent et furent emportés par le courant ; en un mot, cet épisode révéla la scandaleuse négligence et l'imprévoyance qui avaient présidé aux préparatifs de cette entreprise technique. Ce ne fut qu'au prix des plus grands efforts que l'on parvint, à 9 heures du matin, à aligner et à lier les uns aux autres treize bateaux au pont supérieur, et un nombre encore plus faible au pont inférieur ; à ce moment-là, le brouillard se dissipa, et le feu des Français acquit un tel effet que les pontonniers autrichiens, qui travaillaient encore, furent tous abattus ou blessés. »

Cet incident de guerre est si intéressant pour nous que je voudrais l'exposer plus en détail encore. Je m'en tiens ici au livre de tactique du major prussien von Decker qui, remanié à l'intention de nos officiers, fut édité en 1847 par le major suisse J.-M. Rudolf.

Une des conséquences de la tutelle française imposée à la Suisse avait été l'obligation pour celle-ci de fournir à la France un contingent de 18 000 hommes. Après la retraite volontaire, plus haut citée, de Masséna sur la Limmat et l'occupation de Zurich par les Autrichiens qui en était résultée, il s'était formé, des débris des bataillons d'élite fournis par la ville et surtout des cadres de ces unités, un bataillon d'environ 400 hommes et une petite compagnie de 40 carabiniers. Ce petit corps, qui avait reçu le nom de « colonne mobile suisse », se trouvait au camp de Rüfenach.

Lors donc que la canonnade de Döttingen résonna et alarma les Français cantonnés plus en arrière, cette colonne mobile marcha aussi au canon. Les compagnies d'infanterie vinrent à la rescousse des défenseurs de Klein-Döttingen. Mais, même ainsi réunies, ces forces n'étaient pas suffisantes pour arrêter complètement la construction des deux ponts de bateaux. Les rangs s'éclaircissaient à vue d'œil, et il devenait évident que, sans artillerie, elles ne parviendraient pas à faire traîner en longueur le passage de l'ennemi, et, à plus forte raison, à l'empêcher d'une façon absolue.

Entre temps, le général de division français Ney avait poussé une reconnaissance jusqu'à un point entièrement balayé par l'artillerie autrichienne, où, accompagné de son état-major, il se heurta à la petite phalange des quarante carabiniers de la colonne mobile, lesquels, sans officiers et sans munitions, ne pouvaient porter aucun secours à leurs camarades si fortement engagés. Leur capitaine, Guyolz de Horgen, s'était rendu à Brugg pour s'y procurer les munitions nécessaires. Cette compagnie s'était retirée et se trouvait alors à la lisière d'un petit bois, à l'ouest de Klein-Döttingen. Lorsque le général Ney vit ces gens, il leur cria : « Comment, carabiniers ! est-il possible que vous puissiez rester ici si tranquilles, pendant que vos frères, ajouta-t-il en montrant d'un geste, dans la fumée du combat, le point choisi pour la passage du fleuve, se battent comme des lions, et sont perdus à moins d'un prompt secours ? »

« Général, répondit le sergent-major Rudolf Brändlin von Stäfa <sup>1</sup>, nous sommes sans chef et sans balles ; notre capitaine est absent depuis hier dans le but de nous ravitailler en munitions. Si vous pouvez, citoyen général, nous en fournir, nous volerons avec joie vers nos frères au combat et nous ferons notre devoir de soldats. »

Ney ordonna aussitôt de leur distribuer les munitions d'un caisson de cavalerie, sur quoi ils se précipitèrent, à travers la plaine sillonnée par les boulets autrichiens, au secours de leurs camarades. Au moment où ils ouvrirent leur feu, le pont d'abord était suffisamment avancé pour pouvoir déjà être fixé à la rive occupée par les Français ; mais ceux qui devaient accomplir ce travail furent abattus par les arrivants à coups de fusil.

<sup>1</sup> Mort colonel fédéral en 1837. Capitaine au bataillon Bodmer, il s'était déjà distingué au combat de Frauenfeld, le 25 mai.

Cela suspendit à nouveau l'avance des travaux du pont et donna aux carabiniers le temps de s'établir sur place et de prendre sous leur feu, à une distance de 120 à 130 pas, les pontonniers autrichiens. Lorsque les officiers français virent le désarroi que ce feu jetait parmi les Autrichiens, animés d'un nouveau courage, ils le secondèrent de leur mieux.

De leur côté, les Autrichiens étaient sans cesse obligés de pousser en avant de nouveaux travailleurs ; mais les carabiniers, très bien placés, les tiraient à courte distance avec une précision si désagréable que bientôt plus personne ne voulut s'aventurer à ce travail, si ce n'est poussé sur le pont, baïonnette dans les reins, par les grenadiers autrichiens. Dans ces conditions, aggravées par la confusion qui régnait partout sur le fleuve et par l'arrivée de troupes françaises toujours plus nombreuses, l'entrée en ligne de l'artillerie, du côté de la défense, fut décisive et contraignit les Autrichiens à suspendre leur entreprise.

D'entente, le feu cessa alors des deux parts et les Autrichiens purent retirer leurs pontons de l'eau. Ainsi se termina, grâce à l'adresse et à l'endurance d'une poignée de carabiniers suisses, une attaque qui aurait pu décider du sort de la campagne. N'est-ce pas là, aussi, une action « à la David » ?

Cet événement avait alors notablement contribué à fonder la réputation de tireurs des Suisses, et l'on s'est jusqu'à nous bercé de l'espoir que si jamais notre armée devait faire campagne, son excellent armement et son adresse au tir compenseraient certains désavantages, son moindre effectif, par exemple. Mais rien n'est plus dangereux que de vivre sur les mérites des aïeux. Nous ne devons pas nous tenir pour satisfaits, parce que, dans les tirs nationaux et dans les tournois internationaux, nos tireurs ornent de nouveaux lauriers la vieille réputation de notre peuple. Ne croyons pas trop qu'à l'avenir une poignée de tireurs habiles pourra décider de toute une campagne, ou que nous surpassions les armées étrangères, en matière de tir, comme le firent les carabiniers zurichois à Döttingen. Lorsque l'on voit avec quel zèle le temps, l'argent et la peine sont mis en œuvre, dans les armées de nos voisins, avec quel soin on y cultive le tir pendant un service de plusieurs années, alors que la durée de nos écoles de recrues est si limitée, on se demande involontairement si nous pourrions toujours conserver notre rang et progresser du même pas qu'autrui.

Rappelons ce qui se passe chez nous, et ce que nous nous appliquons actuellement à réformer. Car je n'entends nullement méconnaître les efforts persévérants de ceux qui, petit à petit, ont fait éclore du tir pratiqué comme sport un tir vraiment militaire avec emploi de l'arme d'ordonnance. La seule question que je pose est de savoir si nous sommes au bout de l'effort nécessaire et avons atteint le sommet.

Voyons d'abord comment un tireur, bien installé dans un stand, muni de deux ou trois fusils, affronte l'épreuve. Si le voyage l'a fatigué, il commence par se reposer ; et si le temps est défavorable, ses moyens lui permettent d'attendre que le ciel montre un visage plus souriant ; si son cœur bat et qu'il y ressente le picotement d'une fièvre bien connue, il met un instant son arme de côté, boit un coup d'un calmant ou se détend tout au moins une minute ou deux, jusqu'à ce que, sûr enfin croit-il de faire une broche, il presse la détente.

Combien autre la situation en campagne ! La troupe a peut-être dormi au bivouac, dans l'humidité et le froid ; et au moment où l'on se prépare à cuire, au matin, le chocolat ou la soupe, un ordre arrive : il faut partir en hâte. Les gamelles sont vidées et rebouclées sur les sacs ; en route ! l'estomac vide ; et la marche rapide s'allonge dans le jour incertain. Maintenant, le soleil brille, implacable, dans un ciel sans nuage, et dans la poussière qu'elle soulève, la colonne presse le pas sur le macadam durci de la route. Place ! c'est l'artillerie qui passe au grand trot, car déjà, en avant, les pointes adverses sont aux prises. Le crépitement de la fusillade naît, augmente, toujours plus distinct ; la sourde ponctuation du canon l'accompagne, de plus en plus fréquente ; des adjudants galopent, portant des ordres ; l'allure s'accélère, et les premiers blessés passent déjà, allant en arrière... Les bataillons ont déboité et se sont déployés ; les projectiles ennemis volent au-dessus des têtes avec leur sifflement inconfortable. Et brusquement le voisin, faisant un saut sur lui-même, s'abat avec un cri perçant ; plus loin, c'en est un autre à qui un shrapnel vient d'arracher le dessus du crâne, et dont le sang et les débris du cerveau éclaboussent ses camarades ; et cela continue : ici, puis là, puis là encore, un brave tombe à vos côtés, avant même que l'on n'ait rien pu voir de l'ennemi.

Mais ça ne fait que commencer, Jean-Louis ! Cette lisière

de forêt, d'où un feu oblique écrase notre ligne de tirailleurs, il faut l'enlever !

Dois-je encore vous décrire la grêle de plomb qui tombe, et comment la section d'avant se jette dans le premier abri venu, pour prendre de là sa revanche contre un adversaire à peine visible ? Dois-je pousser plus à fond ce tableau, pour vous dire que le tireur, le même tireur qui, au stand, reposait deux ou trois fois son arme et visait ensuite longuement pour éviter tout coup médiocre, ce tireur, ici, bien probablement, visera moins longtemps et moins bien ?

De distingués tacticiens, la chose est connue, déclarent qu'il ne peut plus être question, dans l'ardeur du combat, d'un tir visé ; ils affirment que la plupart des coups portent avec des écarts de 4° en dessus ou en dessous de la ligne de mire et qu'ainsi, au lieu de former une gerbe dense au but, les projectiles se disséminent sur deux à trois kilomètres de profondeur. Ces affirmations sont contrôlées et prouvées par les observations rapportées de différentes campagnes, et la déduction logique à tirer serait, à proprement parler, celle-ci, que d'aucuns tirent effectivement, que l'on devrait faire abstraction de toute instruction du tir trop développée et se contenter d'enseigner et de faire exercer la mise en joue horizontale.

A mon avis, on peut comparer en cette question les tacticiens à des avocats, qui s'attardent à approfondir l'étude d'un cas jusqu'à ce que, subitement, un événement tout naturel apporte au procès une solution soudaine. Je ne veux pas développer ici quelle influence les écarts de tir peuvent avoir, dans le combat, sur la formation et la conduite des réserves, comme aussi sur le choix des buts à prendre sous le feu. Je me contente de constater que l'on voue, dans les Etats qui nous entourent, une attention non pas moindre, mais au contraire, toujours plus grande à l'instruction de l'infanterie au tir, et que l'on s'efforce par tous les moyens possibles de la développer.

Il est vrai que l'on comprend toujours davantage, et toujours mieux, que le tir de guerre n'est pas tout et ne peut pas être un tir comme on le prône, comme on le cultive dans nos stands, et comme il se présente le plus souvent dans nos fêtes de tir. L'exercice qui se rapprocherait le plus du tir de guerre, où les « cibles » aussi tirent, et où les émotions sont nombreuses, ce

serait, à en croire le lieutenant-colonel bavarois von Lichtenstern, la chasse au grand fauve.

Si l'on parvenait à obtenir que, dans une armée, chaque soldat fût capable de photographier tout d'abord trois fois, comme l'auteur, un ours blanc qui se précipite sur lui, avant de l'étendre à terre d'un coup de feu bien assuré, ou encore de loger une balle mortelle entre les deux yeux d'un lion ou d'un tigre ramassé sur lui-même et prêt à bondir, le problème de l'effet du tir visé dans le combat serait vite résolu pour cette armée. Mais comme que comme, nous ne pouvons pas pratiquer, ni au service ni dans les sociétés, le tir sur ours, lions ou tigres, non pas même sur de pacifiques lièvres ! Toutefois, nous pouvons nous inspirer de cet exemple.

Examinons un chasseur sur le point d'abattre, d'un coup sûr, une pièce de gibier. Il tient son regard fixé sur la bête ; lentement, comme attirée par une force magique, la crosse monte à l'épaule ; mais, à peine le regard et le guidon sont-ils sur la ligne qui de l'œil va au but, que le coup part.

Si nous arrivons à ce que, au service et dans les sociétés de tir, une telle méthode de tir soit suivie ; si, par l'application de programmes d'exercices appropriés, nous obtenons que, d'une façon générale, la communication télégraphique entre l'œil, le cerveau et le doigt du tireur soit plus rapide, ce sera déjà un progrès dont la constatation pourra nous tranquilliser et calmer les inquiétudes que nous cause la question de l'effet du tir visé dans le combat.

On ne saurait expliquer, au point de vue psychologique, le tir visé soutenu, tranquille et très efficace des 40 carabiniers zurichois en face d'une infanterie de beaucoup plus puissante et du feu de 48 pièces d'artillerie, autrement qu'en disant que ces gens-là avaient conscience de la supériorité de leurs armes et de la leur propre comme tireurs.

Veillons donc à ce que notre armée, si elle devait un jour affronter l'épreuve du combat, marche au feu consciente de ce même sentiment, comme les héros zurichois du 17 août 1799, à Klein-Döttingen.

Colonel Rob. HINTERMANN,

Instructeur d'arrondissement de la 4<sup>e</sup> division.

*(Traduit par le premier-lieutenant R. Mercier.)*

---